

# Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale

## ●● Des faits et des chiffres

### ● Y a-t-il plus de pauvreté dans les villes que dans les campagnes ?

La pauvreté s'observe plus fréquemment – mais pas exclusivement - dans les zones urbaines. Dans les zones non urbaines également, cette problématique est réelle comme le montrent les chiffres et l'expérience.

#### Commentaire :

La problématique des (grandes) villes est au cœur du débat sur la pauvreté : il y a plus de demandeurs d'emploi et de bénéficiaires d'un revenu d'intégration sociale dans les grandes agglomérations.

Dans l'atlas des quartiers en difficulté récemment publié (Vandermotten Christian, Kesteloot Christian, Ippersiel Bertrand e.a. (2006), Analyse dynamique des quartiers en difficulté dans les régions urbaines belges, ULB, KUL, ICEDD), des scientifiques ont pondéré 17 régions urbaines pour savoir quels quartiers pouvaient être qualifiés de pauvres. Dans notre pays, on dénombre environ 1.400 quartiers en difficulté pour un total d'environ 1,7 million de personnes. Heureusement, 800.000 d'entre elles vivent dans des quartiers avec peu de problèmes. C'est dans les villes de Bruxelles, Charleroi et Liège qu'on trouve le plus grand nombre de quartiers pauvres. En Flandre, la plupart des problèmes sont localisés à Anvers et Gand mais ils sont loin d'être aussi graves.

**Tableau 14a** : Nombre des quartiers en difficultés et la population dans ces quartiers, 17 régions urbaines belges

Région urbaine	Nombre des quartiers en difficultés	Population dans ces quartiers
Bruxelles	295	503.549
Charleroi	274	257.906
Liège	267	280.959
Mons	140	136.084

Anvers	76	156.361
La Louvière	102	96.891
Verviers	36	38.564
Namur	31	32.425
Gand	38	77.051
Tournai	28	25.135
Hasselt	15	26.278
Ostende	20	27.315
Courtrai	11	9.638
Louvain	9	5.923
Saint-Nicolas	11	13.857
Malines	12	12.525
Bruges	4	2.536
<b>Total</b>	<b>1.369</b>	<b>1.702.997</b>

source : Vanderमotten Christian, Kesteloot Christian, Ippersiel Bertrand e.a. (2006), [Analyse dynamique des quartiers en difficulté dans les régions urbaines belges](#), ULB, KUL, ICEDD, p. 20.

Toutefois, même s'il est légitime d'être attentif à la politique des villes, il ne faudrait pas oublier pour autant les évolutions dans les campagnes où la pauvreté est aussi une réalité, même si elle est parfois moins visible. Une des principales différences entre le contexte urbain et le contexte rural est que dans le dernier cas, l'exclusion sociale est plus dispersée et donc plus difficile à mesurer. "L'Atlas des quartiers défavorisés de Flandre et de Bruxelles" le montre clairement (source : Kesteloot Christian, Meys Sarah (2008), [Atlas van achtergestelde buurten in Vlaanderen en Brussel](#)). Bien que les quartiers les plus défavorisés se situent surtout à Bruxelles puis à Anvers et à Gand, on constate aussi une grande précarité dans certaines zones rurales, à savoir en Flandre occidentale, dans le Meetjesland, les Ardennes flamandes, le Pajottenland, le Hageland, les Noorderkempen, le Noord-Limburg, le Zuid-Limburg et Voeren.

Les problèmes sont identiques dans les zones rurales et dans un contexte urbain. En effet, là aussi le nombre de bénéficiaires d'un revenu d'intégration augmente et la problématique du surendettement s'aggrave... Cependant, le contexte spécifique est différent. Il y a des

circonstances, des conditions qui font que les zones rurales sont confrontées davantage ou de manière différente à certains problèmes. Ces éléments sont :

**a) Des facteurs sociodémographiques :**

Le vieillissement de la population est frappant. D'une part, la proportion de jeunes diminue et, d'autre part, le nombre de personnes de plus de 65 ans augmente.

Les agriculteurs sont confrontés à des problèmes spécifiques. Des études datant de 1999 et 2001 ont montré qu'à la fin du XXe siècle, environ un quart des agriculteurs professionnels flamands et leur famille devaient s'en sortir avec un maximum de 10.000 € par an, soit même pas le minimum de moyens d'existence légal (source : Van Hecke E. en Marx A. (1999), *Boeren in de knel. Armoede in land- en tuinbouw*, Brussel: Koning Boudewijnstichting, Van Hecke E. (2001), *Revenus et pauvreté dans l'agriculture wallonne*, Fondation Roi Baudouin en Van Hecke E. (2001), *Measuring poverty among farmers in Belgium*, in: *Belgeo*, 1(3), p. 247-263).

**b) L'emploi :**

L'absence d'emplois est une donnée importante. Les jeunes et la population active quittent la campagne à la recherche d'un travail adapté ou se voient obligés de faire la navette vers les bassins d'emploi. Dans les zones rurales, l'offre d'emplois globale est plus limitée. Cela ne signifie pas pour autant que le chômage y est plus élevé, mais bien que les navetteurs y sont plus nombreux. Lorsque faire la navette devient trop pénible, reste une solution : déménager.

**c) Le logement :**

A la campagne, certains logements sont de mauvaise qualité. Par ailleurs, l'offre de logements sociaux est plus réduite. Ce constat vaut également pour les logements destinés à des groupes spécifiques (par exemple, des logements adaptés aux personnes âgées). En outre, on constate un nouveau flux migratoire. Ceux qui peuvent se le permettre choisissent la campagne dans l'espoir d'y trouver le calme, la verdure... Les logements sont achetés par des personnes extérieures au village. Le prix des terrains et des logements augmente. La population d'origine est souvent obligée de partir. Dans les zones rurales, il existe aussi un circuit marginal de logements dans les campings et parcs résidentiels.

**d) Les services formels :**

La rationalisation (maîtrise des coûts) et les économies d'échelle (centralisation) entraînent une diminution des équipements aussi bien publics (téléphone, poste...) que privés (syndicats, mutuelles...). Les personnes dépendant des transports en commun sont celles qui subissent le plus les conséquences négatives de cette évolution : les femmes sans revenus, les jeunes, les seniors, les personnes handicapées... Le secteur public (CPAS) est souvent le seul service de première ligne qui subsiste. Toutefois, dans les zones rurales, les personnes hésitent à en franchir le seuil étant donné la forte pression sociale.

#### **e) Le pouvoir de gestion des communes :**

Il est déterminé par différents facteurs qui interagissent de manière complexe : culture politique, vision politique, moyens financiers, personnel... De nombreuses zones rurales connaissent des difficultés financières. Celles-ci s'expliquent par une baisse des recettes provenant de l'impôt des personnes physiques et du précompte immobilier. La population diminue ou n'augmente pas, ses moyens financiers sont plus limités et la valeur des propriétés est plus basse que dans les communes centrales, par exemple. Il y a aussi moins d'industrie. L'absence de concentration (faible densité de la population) et une réglementation inadaptée à la situation spécifique des communes hypothèquent la prise de mesures adéquates sur le terrain.

#### **f) La mobilité :**

Les transports publics sont peu développés. L'offre vers et à partir des centres urbains régionaux est limitée. Le plus souvent, les communications entre communes sont totalement inexistantes. Cela représente une difficulté supplémentaire pour ceux qui dépendent de ces transports.

#### **g) Les réseaux sociaux :**

L'aide apportée par l'entourage (réseaux informels) est en évolution, elle aussi. Les familles sont moins attachées à un lieu précis et essaient dans d'autres coins de la région ou en dehors. Combiné à des possibilités de transports en commun limitées, ce phénomène peut encore renforcer l'isolement. La composition de la population change également. Les nouveaux arrivants remplacent les familles traditionnellement attachées au village. Il est de plus en plus rare que tout le monde se connaisse, ce qui provoque des tensions entre la population d'origine et les nouveaux arrivants.

source : Vandenbussche Johan (1998), Sociale uitsluiting in plattelandsgebieden, Brussel:  
Koning Boudewijnstichting

Dernière mise à jour : 14/07/2008